

## Crise du capitalisme, par où la sortie ?

*On trouvera dans ces pages un compte rendu condensé des échanges qui ont réuni Danièle Linhart, sociologue, directrice de recherche émérite au CNRS, autrice de l'ouvrage *L'insoutenable subordination des salariés paru aux éditions ÉRES en 2021*, et Frédéric Boccara, économiste, membre du comité exécutif national du PCF, sur les ondes de Radio Arts-Mada le 9 juillet dernier. Il était impossible de conserver toute la richesse des propos échangés mais on a tenté à la fois de rendre compte de la vivacité du dialogue et de faire percevoir en quoi il éclaire les réflexions sur la nature de la crise actuelle et sur les difficultés à surmonter pour se dégager de la domination du capital.*



**Frédéric Boccara**



**Danièle Linhart**

### Frédéric Boccara

Il y a deux aspects dans la crise, c'est un moment de jugement et de réflexion (le mot « crise » vient de « jugement » en grec). C'est le moment conjoncturel, qui a commencé fin 2019. Mais il y a tout un travail de la crise, très profond, qui prend place à l'intérieur de toute une période de très longues difficultés.

À partir de ce qui a suivi 1968, tu prends l'aspect que je qualifierai de subjectif. Nous avions avancé dès 1967-1968 l'idée de crise structurelle, puis systémique, du capitalisme. On a maintenant une nouvelle phase très violente. Double crise, inséparablement économique et sanitaire, [...] avec une crise de civilisation en même temps. C'est-à-dire que beaucoup de questions de sens se posent.

La pandémie a démultiplié la crise, elle a été un catalyseur et un révélateur, mais le ralentissement économique et l'enflure financière avaient commencé avant. C'est sur un fond de difficultés montantes, et de fin de cycle moyen, qu'arrive cette pandémie.

Troisièmement, le vécu est fondamental. La domination du travail vivant est très importante, mais derrière, c'est vraiment la domination par le capital, sa logique, ses pouvoirs, ses coûts, et toute l'idéologie néolibérale qui

pénètre les mentalités et qui met chacun au même niveau.

Quatrième point, on a une suraccumulation financière très profonde alors que les exigences sont tout autres, provenant de véritables révolutions en cours des forces sociales productives, alors que la structure, et surtout la régulation résiste, voire s'envenime. Je mettrai en avant deux révolutions mais il y en a d'autres.

On est dans une révolution que nous appelons une révolution informationnelle. Toutes les nouvelles technologies exigent une nouvelle façon de faire où les gens ne vont plus être traités comme une force de travail, comme des marchandises, mais comme des personnes qui vont apporter leur créativité. Ce sont les informations qui deviennent décisives.

Et ce que tu décris très bien Danièle, c'est qu'on leur donne l'impression qu'ils vont participer alors qu'on les domine encore plus. Donc, le capital domine, ses exigences de rentabilité financière dominant contre les services publics, contre la production, contre l'emploi.

La deuxième révolution, c'est la révolution éthique, anthropologique : on veut d'autres valeurs, une autre démocratie. C'est ça aussi la crise de civilisation, parce que la réponse a été un dé-

but de nouveau régime politique encore plus autoritaire. Contre, justement, ces exigences de démocratie. On aurait pu dire : réunissons des comités démocratiques citoyens sur les services publics, sur la santé, sur l'utilisation de l'argent qui est déversé dans les territoires... Non, on a fait plus d'autoritarisme d'un côté, et plus de « techno » secret de l'autre côté. Pour l'utilisation de l'argent au service du capital, qu'on présente comme quelque chose de complètement technique : « ne vous en occupez pas, on a mis l'argent, on a fait ce qu'il faut. L'économie, c'est la nature, ça ne se discute pas, on fait de la technique ».

Ça crée une crise encore plus forte dans les mentalités, un moment exprimant une crise très profonde qui demande un changement total de paradigme.

### Danièle Linhart

Oui, c'est une critique très intéressante. En tant que sociologue, j'apporterai aussi d'autres éléments qui relèvent de l'idéologie. Je pense que le capitalisme avance parce qu'il est en mesure de produire des idéologies qui convainquent énormément les membres des sociétés qu'il domine et il a une capacité extraordinaire pour transformer la société. En bon économiste que tu es Frédéric, je crois que tu ne



mets pas en avant un aspect qui me paraît très important, c'est la catégorie du *management*. [...] Le *management* se caractérise non seulement par le fait qu'il arrive à trouver des formes d'organisation technique, dans le cadre du travail, pour extraire la plus-value la plus importante possible de cette force de travail mais, en même temps, il est capable de produire des formes de contraintes et de contrôle qu'il arrive à légitimer et [...] à rendre même désirables. Moi, je suis très frappée par la difficulté des gens qui ont des positions de gauche à avancer sur ce terrain de l'idéologie.

Taylor, qui a été le premier artisan du *management*, se situait toujours au niveau du bien commun, de l'intérêt supérieur. Ce qui me frappe beaucoup quand on regarde de très près ses écrits et les effets historiques que ses écrits et son modèle ont produits, c'est qu'il a convaincu énormément de gens de gauche. Il a même convaincu Lénine qui a dit : c'est une forme rationnelle et scientifique d'organiser le travail, ça permettra à la classe ouvrière de gagner du temps et donc de prendre en main les rênes de la dictature du prolétariat. Bon, c'est devenu après le stakhanovisme. Ford a également introduit un aspect extrêmement important, c'est l'intrusion dans la vie personnelle, la vie privée des gens. [...].

**Danièle Linhart : On a l'impression que les esprits de gauche sont restés englués dans la glaise, la même historiquement construite au XIX<sup>e</sup> siècle et au début du XX<sup>e</sup> siècle.**

Quand on regarde du côté des tenants de la gauche qui remettent en cause un système totalement prédateur du point de vue des travailleurs, il n'y a pas cette capacité de renouvellement de la rhétorique oppositionnelle, de renouvellement idéologique. On a l'impression que les esprits de gauche sont restés englués, englués dans la glaise, la même historiquement construite au XIX<sup>e</sup> siècle et au début du XX<sup>e</sup> siècle. Mais par contre, du côté du *management*, qui est l'aile avancée

du capitalisme, il y a une capacité de renouvellement. De partir sur la base de *mea culpa* successifs et, comme une espèce de de boa, de digérer toutes les formes d'opposition. Mai 68 est un excellent exemple de la capacité de se saisir de toutes ces aspirations pour refonder un management et une exploitation de la force de travail dans la continuité taylorienne, mais parée de nouveaux atours.

**Frédéric Boccara**

Après mai 68, il y a eu à la fois une montée du syndicalisme qui reste sur salaire, sur la position du curseur plus ou moins favorable au travail ; et il y a eu, notamment chez les communistes et chez les économistes communistes, la montée de réflexions sur quelle autogestion ? quels nouveaux critères, quelle nouvelle façon de faire de l'économie ? Il y a eu cette alliance entre les économistes communistes et les ouvriers. Aimé Halbeher, qui est celui qu'on voit en 1968 parler en AG à Billancourt, devient plus tard le responsable du PCF à Billancourt, et rédacteur en chef d'*Économie&Politique*.

Un rendez-vous entre économie et anthropologie, aspirations autogestionnaires, s'est cherché, puis a été refermé par une sorte de traditionnel *trade unionism* et par la social-démocratie, Mitterrand.

Mais nous apportons l'idée nouvelle, pour une issue à la crise, d'un nouveau paradigme de sécurité d'emploi ou de formation, comme un nouveau projet pour l'ensemble de la gauche justement, au-delà du léninisme. C'est très méconnu. La formation devient aussi importante que l'emploi, mais dans une liberté, pas la formation au travail, en subordination justement. C'est aussi le développement de soi mais dans une participation à la production sociale, aux activités sociales et au progrès des activités sociales. Un rendez-vous entre économie et anthropologie, aspirations autogestionnaires, s'est cherché, puis a été refermé par une sorte de traditionnel *trade unionism* et par la social-démocratie.

Le dépassement du marché du travail, donc ne plus être précaire dans les mains du capital, avec une mobilité maîtrisée

entre travail, formation, non-travail, une rémunération maintenue, ouvre sur la maîtrise de ce qu'on va faire, donc la discussion des choix. Qu'est-ce qu'on produit – l'écologie interpelle énormément. Qu'est-ce qu'on produit, comment, pourquoi et de quelle façon avec les doubles besoins sociaux et écologiques ?

Je crois que ce nouveau est très important, et le capitalisme s'est transformé lui aussi. Donc, dans cette révolution informationnelle, on est au-delà du taylorisme, bien au-delà. [...] Pour prendre un exemple simple, quand Taylor chronomètre, il chronomètre un geste. Ça permet un contrôle : on voit le geste, comment il doit être fait, etc., le répliquer.

Avec tout ce qui est informatisation, il y a une matière derrière, mais ce n'est pas tangible, on ne voit pas de geste. Ce sont des opérations du cerveau humain qui sont remplacées par l'ordinateur, des transformations d'informations. C'est savoir résoudre des problèmes, c'est communiquer. C'est « être capable de », « avoir un potentiel pour » les « compétences » qui viennent par-dessus les qualifications.

C'est toute une transformation du travail, qui va amener à mobiliser beaucoup plus les consciences, pour les dominer au service du capital ; mais il y a une contradiction majeure parce qu'il faut leur faire partager les objectifs du capital, alors qu'avant on pouvait faire le geste malgré soi. Il y a une sorte d'exacerbation de la logique, et nous pensons que nous devons prendre cela au sérieux, et rivaliser sur l'efficacité.

Tu dis dans ton livre, sur la santé, par exemple : « C'est pas beau les chiffres, c'est pas beau l'efficacité » et « mais on sent bien que la santé n'est pas efficace ». Cette question de l'efficacité, des critères d'efficacité est à prendre au sérieux. Nous disons « économies de capital matériel », au lieu d'écraser les femmes et les hommes, donc productivité du capital, et non productivité du travail. Donc des chiffres, il en faut, mais maîtrisés.

Le *management* est peut-être entre les deux, entre le marteau et l'enclume. Il est les deux choses, il est celui qui doit exécuter les ordres et il est aussi travailleur et salarié, qui va per-

mettre la coopération productive une fois que ça a été décidé. L'échec fondamental de ce système est patent [...]. Ce n'est pas seulement qu'il est inhumain : il pourrait être inhumain et pouvoir continuer à avancer. Mais d'abord, il est inhumain non seulement pour les travailleurs mais pour tous les êtres humains de la planète. Et je pense que la crise écologique a un caractère interclassiste, transclassiste.

*Danièle Linhart*

Tout à fait.

*Frédéric Boccaro*

Cette recherche d'un autre système exige, je pense, cette idée non pas seulement de lever la subordination, mais d'une sécurité d'emploi ou de formation et donc une transformation cohérente – parce qu'en 68 on a eu une transformation incohérente – c'est-à-dire toucher à la fois les objectifs – sécurité d'emploi, de formation et autres productions écologiques – [...] mais aussi les pouvoirs, les moyens financiers. C'est ça, le monopole du capital, et peut-être aussi à l'intérieur du *management* : il y a ceux qui peuvent discuter des moyens financiers et ceux qui ne discutent pas de moyens financiers.

*Danièle Linhart*

Oui. Quand j'évoque le *management*, ce ne sont pas les *managers* nécessairement, c'est cette idée qu'il faut *manager* la force de travail, et mettre en place un modèle qui puisse résoudre cette question fondamentale : comment faire travailler de la façon la plus rentable des hommes et des femmes qui ont leurs propres valeurs professionnelles, morales, citoyennes, et puis qui ont aussi leurs intérêts à défendre, c'est-à-dire ne pas s'user prématurément ? C'est vraiment extrêmement complexe d'utiliser comme ressource productive cette force de travail humaine.

Tout cela ne fonctionnait que parce qu'il y avait un consentement vécu comme une résistance subjective. C'est là le piège – terrible, je dirais presque comme une malédiction – dans lequel est pris chaque travailleur. C'est-à-dire que pour donner du sens à ce qu'il fait pour rendre sa vie au travail supportable, il est

obligé de donner intelligence et vie à ces consignes, à ces prescriptions tayloriennes qui sont abstraites et qui le considèrent comme un simple exécutant qui n'a aucun droit sur son travail.

Il est obligé, pour trouver sa survie mentale et sa dignité de producteur, de pérenniser un modèle qui, sans tout son travail supplémentaire, ne pourrait pas exister. Je pense que toute la période taylorienne a bénéficié de cet aspect. Parallèlement, les organisations syndicales, elles, en ne revendiquant que sur le contrat de travail, c'est à dire essentiellement le salaire, la réduction éventuelle de la durée du travail et les primes, laissent les mains libres au patronat pour réorganiser de la façon la plus rentable le procès de travail. Les organisations syndicales étaient très combattives mais dès qu'il y avait un aspect délétère dans l'organisation du travail, plutôt que de demander son éradication, les militants mobilisaient tout le monde, montaient au créneau et arrachaient des primes, des indemnités : prime de toxicité, d'insalubrité, de travail, de nuit, de travail à la chaîne, de travailler en équipe...

La détérioration était compensée par ce qu'on appelait à l'époque la rétrocession des profits vers les salaires. Mais personne, au niveau syndical, ne voulait remettre en question ou se mêler même de l'organisation du travail.

Cela va donner mai 68. Comme je l'ai dit dans mon livre, mai 68 est une espèce de pacte de Faust, c'est à dire que les ouvriers ont vendu leur âme collective au diable.

68 a été récupéré par le patronat français parce qu'il a compris qu'il fallait inverser le rapport de forces...

*Frédéric Boccaro*

... Il a fait du judo...

*Danièle Linhart*

... donc, il a dit – ça a été un trait de génie – individualisons, atomisons, personnalisons le travail. Et puis on va essayer d'arracher le consentement dont tu parlais parce que le taylorisme a survécu. Si tout s'est transformé, le travail intellectuel est soumis à des procédures, des proto-

coles, des process, des « bonnes pratiques », il est enfermé dans des logiciels, qui le contraignent, qui le piègent.

*Frédéric Boccaro*

Et ça fait partie de la crise parce qu'on le traite comme du geste alors qu'il n'est pas du geste.

Mais quand ce qui domine, c'est le non-geste, c'est l'informationnel, on a une crise d'efficacité terrible.

**Danièle Linhart : On a une crise d'efficacité par rapport à une finalité sociale, oui ! on n'a pas une crise d'efficacité par rapport à la question de la rentabilité, non.**

*Danièle Linhart*

Là, je ne suis pas d'accord. On a une crise d'efficacité par rapport à une finalité sociale, oui ! mais on n'a pas une crise d'efficacité par rapport à la question de la rentabilité, non.

*Frédéric Boccaro*

La rentabilité est en crise aussi.

*Danièle Linhart*

Pas tellement. Les entreprises dégagent énormément de profits.

*Frédéric Boccaro*

Quelques grosses ! Mais l'ensemble du capital est en difficulté, qui plus est avec son gonflement effroyable qui peut contre-carrer les hausses de profits.

*Danièle Linhart*

Non, non, je ne crois pas. Je crois que c'est la finalité sociale qui est en difficulté. Regarde les hôpitaux, on recherche la rentabilité.

Les salariés sont maintenant dans une tension extrêmement forte entre d'un côté un travail qui reste prescrit selon l'économie des temps et des coûts en permanence, [...] et d'un autre, une prise en charge, une forme de mobilisation psychologique narcissisante : « montre-nous qui tu es, dit-on aux jeunes cadres qui sont embauchés, montre-nous à qu'on a bien eu raison de te faire confiance, que tu es quelqu'un de loyal et qui va faire progresser notre entreprise, etc. ». Alors il y a tout ce discours avec la DRH, de





la bienveillance et du bonheur, qui est énorme, qui coûte beaucoup d'argent, et de l'autre côté on leur dit « allez, réussissez, devenez heureux en faisant votre travail », mais quel travail ? Un travail qui tue, un travail qui rend fou, un travail qui donne le *burn out* et qui met dans des conflits éthiques énormes...

**Frédéric Boccara**

... pour quel but ?

**Danièle Linhart**

... parce que, comme tu le soulèves à très juste titre, on peut se poser la question : pour quel but ?

**Frédéric Boccara**

Mais j'insiste, on le traite avec la vision du taylorisme, avec les outils du taylorisme ou du néo-taylorisme, alors qu'en réalité monte quand même, de façon dominante, le besoin de traiter tout autrement. Parce que si le taylorisme, comme tu le dis, c'est l'économie des temps de travail vivant immédiat, c'est l'aveuglement sur le gâchis de capital et l'enjeu de l'économie de capital et de matières, qui renvoie à l'écologie et qui est fondamental en économie. L'écologie interpelle énormément. Qu'est-ce qu'on produit, comment, pourquoi et de quelle façon avec les doubles besoins sociaux et écologiques ? On ne peut pas séparer les deux.

**Frédéric Boccara :**  
**Le taylorisme, c'est l'économie des temps de travail vivant immédiat, mais c'est l'aveuglement sur le gâchis de capital et l'enjeu de l'économie de capital et de matières, qui renvoie à l'écologie et qui est fondamental en économie.**

Nous avançons beaucoup l'idée qu'on pourrait progresser par des institutions nouvelles, tout de suite branchées sur l'exigence de démocratie qu'on voit par exemple dans la santé, avec les exigences de démocratie sanitaire. Nous avançons l'idée, pour les régions mais aussi au niveau national, de conférences permanentes pour l'emploi, la formation, la transformation productive, écologique, à des niveaux

territoriaux – pas seulement dans l'entreprise, parce qu'il faut traiter l'entreprise comme faisant partie de la société – jusqu'au niveau national, et il faudrait traiter les coopérations internationales bien évidemment. Mais pour ça, il faut à la fois des savoirs comme ceux que les services publics doivent amener, il faut [...] des idées mais aussi des moyens financiers autres que le capital, c'est-à-dire des moyens financiers qui ne vont pas demander du profit. C'est pourquoi nous insistons beaucoup sur le fait que ces conférences régionales, nationale, emploi, formation et transformation productive devraient avoir des fonds à leur disposition, des fonds bancaires qui ne vont pas chercher le profit.

**Danièle Linhart**

Oui, c'est très intéressant. Alors moi, simplement je poserai, tu l'as fait d'ailleurs, l'enjeu fondamental du lien de subordination à ce que tu appelles la préoccupation sécurité d'emploi, formation autre autres, transformation de la production. Je n'entends pas, dans la transformation de la production, la question de l'organisation du travail, toujours. Il y a une espèce de constante chez tout le monde à évacuer cette organisation du travail. Je comprends que c'est extrêmement complexe parce que malheureusement nous n'avons pas de contre-modèle dans le monde. Il n'y a pas de contre-modèle justement, parce que, par exemple, l'Union soviétique, elle, a introduit le taylorisme, qui est devenu le stakhanovisme. En Chine, ça ne s'est pas passé de façon différente, donc il n'y a pas un modèle vers lequel on pourrait se tourner en disant, voilà, il y a des prémices.

**Frédéric Boccara**

Il faut inventer.

**Danièle Linhart**

Voilà, il faut absolument l'inventer. C'est exactement la conclusion à laquelle je suis arrivée, l'organisation du travail, il faut l'inventer, et c'est pour ça, je crois, que les organisations syndicales durant les Trente Glorieuses n'ont pas non plus essayé de se saisir de cette question de l'organisation du travail, parce que, d'abord, c'est extrêmement complexe et difficile à inventer.

Deuxième point très, très important. Pour accélérer cette idée qu'on peut changer les choses, il faut prendre la pelote et commencer à tirer un fil. Tes outils de gestion, c'est à peu près la même logique.

**Danièle Linhart :**  
**Pour « tirer la pelote », il faut proposer comme revendication principale la fin du lien de subordination.**

**Frédéric Boccara**

Oui. Mais des outils, ou plutôt des critères de gestion que les luttes rencontrent, auxquelles ils se confrontent.

**Danièle Linhart**

Je crois qu'il faut prendre la pelote et tirer un fil pour que les prises de conscience commencent, que les gens s'éveillent et entrent dans un débat. Et je pense que pour tirer la pelote il faut proposer comme revendication principale la fin du lien de subordination, parce que ça peut parler aux gens. Ce lien de subordination qui veut dire que dès que tu signes ton contrat de travail, tu acceptes d'obéir quoi qu'il arrive à ton supérieur hiérarchique et à ta direction, sinon tu peux être licencié pour faute professionnelle, c'est quelque chose qui est contraire aux principes politiques de la démocratie politique dans laquelle nous sommes.

Nul ne peut appartenir à autrui et donc on doit conserver son libre arbitre et l'usage de soi librement. Il n'y a plus d'esclavage, il n'y a plus de servage possible, nul n'appartient à personne. Donc cette subordination est vécue douloureusement, elle conduit au suicide, elle peut expliquer le harcèlement sexuel, le harcèlement moral sous la menace : « soumets-toi ou c'est la porte ! »...

**Frédéric Boccara**

... oui, donc c'est plus que subordination, c'est chômage...

**Danièle Linhart**

... non là, c'est une inversion des causalités. [...] Dire non et savoir qu'on va être viré du jour au lendemain, c'est une menace en soi, indépendamment du chômage...



**Frédéric Boccara**



**Danièle Linhart**

**Frédéric Boccara**

... il s'agit de supprimer le principe du chômage, c'est-à-dire supprimer la dépendance objective par rapport au capital...

**Danièle Linhart**

Ne peuvent se saisir et débattre véritablement comme d'une question fondamentale que des travailleurs, des salariés, citoyens qui ne soient plus pris dans les entraves de la subordination et qui puissent se projeter dans l'avenir comme des collectifs libres. Voilà, je pense que c'est un verrou qu'il faut faire sauter avant de pouvoir se saisir de cette question de la proposition collective de nouveaux critères de gestion.

**Frédéric Boccara**

Nous sommes d'accord sur l'idée que le lien de subordination est une question majeure. Mais pour mettre quoi à la place ? Tu as dit, « c'est très important cette question de la sécurité d'emploi ou de formation qui s'oppose au capitalisme ». Donc, c'est très important que ces deux choses-là nous les ayons ensemble, et transformation de la production aussi. Et j'ajoute, je suis d'accord sur l'idée que tu as avancée – c'est ce qu'on avance quand on parle d'anthropologie, mais je comprends mieux grâce au débat – de la dimension éthique très forte que chacun a quand il vit sa subordination. Enfin, chacun : celui qui est au travail, mais celui qui est au chômage a aussi une forme de subordination. Dans le ressenti de la subordination, il y a une dimension éthique profonde – tu ne l'as pas dit comme ça – qui peut renverser des montagnes si on sait lui donner un sens politique...

**Danièle Linhart**

... et collectif. Mais je crois que la question n'est pas simplement la puissance du capital – évidemment elle est énorme, je ne vais pas la minimiser – mais c'est aussi sa légitimité. On est dans la nécessité de s'attaquer à la rhétorique libérale, Thatcherienne, « *There is no alternative*, on ne peut pas faire différemment, on va améliorer à la marge. Il n'y a qu'un modèle, il faut essayer de l'humaniser, de le rendre supportable. »

De nouveau, je me place au sur le plan de de la bataille idéologique. La sociologie a un atout par rapport à l'économie, c'est qu'elle est une discipline de la déconstruction. C'est que le but de la sociologie, c'est de montrer que rien n'est normal, rien n'est naturel mais tout ce que nous considérons comme ayant toujours été, c'est le choix qui a été réalisé à des moments successifs où il y avait d'autres possibilités, d'autres potentialités. Le libéralisme argumente exactement le contraire, c'est-à-dire qu'il y a la fin de l'histoire, qu'on ne peut pas penser autrement. Je crois que c'est très important de dire que le libéralisme, l'ultra-libéralisme, c'est une voie, une rationalité économique parmi beaucoup d'autres. Ce qui nous différencie donc dans la sociologie qui déconstruit, c'est que si on met en question cette subordination qui, avoue-le, n'a été saisie par personne sur le plan politique ou syndical...

**Frédéric Boccara**

... mais si, quand on parle de dépasser le marché du travail et de conquête de pouvoir des travailleurs avec une sécurité d'emploi et de formation...

**Danièle Linhart**

Non, non, non. Il faut le dire, il faut dire les mots. Vous n'évoquez pas la subordination.

**Frédéric Boccara**

Si, dans la proposition de loi Chassaigne sur la sécurité d'emploi et de formation, nous parlons d'une subordination. Et oui, c'est une vraie question. L'idée de sécurité d'emploi ou de formation, c'est de mettre quelque chose à la place du lien de subordination.

**Danièle Linhart**

D'accord, mais on peut mettre à la place du lien de subordination beaucoup de choses. Beaucoup de choses qui seraient dans l'engagement réciproque entre la direction de l'entreprise. Mais la direction repensée, l'entreprise repensée qui n'est pas unilatéralement celle de l'employeur ou de la direction comme on dit. L'employeur déjà, c'est aussi un terme qui doit être mis en question. Il n'y a pas d'emploi s'il n'y a pas des gens pour le tenir.

Au lieu du lien de subordination, il y aurait un contrat d'engagement réciproque.

**Frédéric Boccara**

Oui, c'est intéressant. Dans cette loi dont on a essayé de faire un moyen de transition possible tout de suite, on parle d'une double convention : contrat de travail, et convention avec le service public de l'emploi et de la formation, qui peut être supérieur quelquefois à l'employeur, avec obligation pour le service public de développer la formation et la sécurisation. Donc on cherche comme toi sur les contrats réciproques.

**Frédéric Boccara : l'idée de sécurité d'emploi ou de formation, c'est de mettre quelque chose à la place du lien de subordination.**

**Danièle Linhart**

Oui, oui, je pense que ce sont des pistes intéressantes, mais moi je crois que la solution, on ne l'a pas, on ne peut pas l'avoir dans notre coin...

**Frédéric Boccara**

... il faut l'avoir dans les luttes...

**Danièle Linhart**

... les gens doivent s'emparer de cette question et ils ne pourront jamais s'en emparer tant qu'ils seront tenus par ce lien de subordination. C'est ça la vraie question. Ce n'est pas simplement « je n'ai pas la liberté », mais c'est intellectuellement, « je ne suis pas formaté pour me croire autorisé à penser autrement le monde du travail ».

**Frédéric Boccara**

Oui, mais quand ils font des contre-propositions, ils sont déjà en train de se déformer. Donc il faut aussi saisir ça, des propositions d'autres productions, des propositions de développement, d'autres recherches...

**Danièle Linhart**

Je ne vais pas imposer quoi que ce soit, mais essayez de penser pourquoi ce lien de subordination n'est pas vécu comme totalement insupportable, indigne, illégitime par les salariés.

**Frédéric Boccara**

C'est ce que tu dis, ça peut aider à renverser les montagnes.



**Frédéric Boccara**



**Danièle Linhart**

